

UN NOUVEAU DISPOSITIF POUR FAIRE FACE À LA CRISE

2011, l'année du lait

Le nouveau dispositif de fonctionnement de la filière lait, annoncé au mois de décembre de l'année écoulée et qui a suscité une grande polémique, sera officiellement mis en œuvre dans le courant de ce mois de janvier. 43 laiteries bénéficieront d'un moratoire jusqu'au 30 septembre 2011 pour intégrer le programme de développement de la production nationale de lait cru. De leur côté, les opérateurs privés déplorent l'indisponibilité de suffisement de lait cru sur le marché national, ce qui rend l'adhésion extrêmement difficile pour certains et la réduction de l'importation de la poudre encore lointaine pour d'autres.

Dans un document rendu public hier, le ministère de l'Agriculture annonce officiellement l'entrée en vigueur du nouveau dispositif d'encadrement et de rationalisation du fonctionnement de la filière lait, au cours de ce mois de janvier. Sa mise en place se traduit par deux contrats d'adhésion spécifiques. Le premier, selon le document en question, porte sur «l'acquisition par les laite-

ries d'une quantité de poudre de lait subventionnée, en contrepartie d'un engagement pour le transformer dans les conditions d'hygiène requises, le mettre à la disposition des citoyens aux normes réglementaires et au prix de 25 DA dans une aire d'intervention définie à travers un réseau de distribution consolidé». Alors que le second consiste en «l'engagement de la laiterie à collecter le

lait cru, à le pasteuriser et à le revendre à des prix libres, moyennant une information distincte et lisible sur le sachet. En contrepartie, la laiterie bénéficiera de la prime d'intégration de 4 DA et, si elle renonce à la poudre de lait importée et n'utilise que le lait cru, elle verra sa prime d'intégration passer à 6 DA par litre de lait intégré». Par ailleurs, le ministère de l'Agriculture préci-

se que «les laiteries privées ont toute latitude pour acquérir des poudres de lait sur le marché international ou national à prix réel, de les transformer à leur convenance et de mettre sur le marché des laits de consommation et des produits laitiers à prix libres. Dans ce cas, la seule exigence est le respect des prescriptions techniques et des normes sanitaires en vigueur ». Selon toujours ce

document, 139 laiteries entre privées et publiques ont retiré les cahiers des charges relatifs aux nouvelles conditions de partenariat avec l'Onil. La candidature de 112 laiteries (97 privées et 15 publiques) a été retenue pour engager les négociations de contrats de partenariat, alors que celle de 7 autres a été rejetée pour différentes raisons. Du point de vue de l'intégration, le département de

Benaïssa souligne que «69 laiteries publiques et privées procéderont à la collecte de lait cru, alors que les 43 autres bénéficieront d'un moratoire jusqu'au 30 septembre 2011 pour intégrer le programme de participation au développement de la production nationale de lait cru », dans le but de réduire l'importation de la poudre. En attendant, les 43 laiteries en question bénéficieront de quotas de poudre de lait inférieurs à ceux des 69 autres. Après des crises cycliques qui ont secoué le secteur du lait depuis juin 2010, le département de Benaïssa a ainsi décidé de mettre de l'ordre dans la filière à travers, non seulement l'instauration de nouvelles règles, mais en plus, le limogeage de l'ex-DG de l'Onil, Hafid Djelouli, et son remplacement par un ancien cadre de l'Onab. La poudre subventionnée par l'Etat ne sera plus distribuée comme avant, et certains opérateurs privés qui ont payé leurs quotas de poudre à l'avance et qui attendent sa livraison depuis le mois d'octobre de l'année écoulée, ne savent pas encore dans quelle catégorie ils figurent. L'Onil, selon des sources proches, a commencé ce dimanche la convocation des responsables des laiteries pour leur communiquer l'acceptation ou le refus de leur candidature.

M. M. Mehdi Mehenni

RÉACTIONS DES OPÉRATEURS PRIVÉS :

Hakim Bettouche, responsable de la laiterie Bettouche :

«Une chose qui est passée inaperçue dans ce nouveau dispositif. Avant son lancement, on parlait de 88 laiteries privées et 15 laiteries publiques. Alors que dans le nouveau document, on parle de 97 laiteries de statut privé. D'une part, on veut réduire l'importation de la poudre et, d'autre part, on augmente le nombre de laiteries (au moins 10 nouvelles privées ont vu le jour avec ce nouveau dispositif). Cela veut dire que la quantité de poudre importée va forcément être augmentée, car logiquement il y aura plus de demande. Et puis, s'il est souligné dans ce nouveau dispositif que la priorité sera donnée aux laiteries qui font la collecte de lait cru (69 laiteries) et que les 43 laiteries restantes bénéficieront d'un moratoire jusqu'au 30 septembre 2011 pour intégrer le programme de participation au développement de la production nationale, il y a une chose qu'on a oublié de citer. C'est presque tout le monde qui est d'accord sur le principe, mais où va-t-on trouver du lait cru ? La laiterie Bettouche a pris attache avec pratiquement tous les collecteurs de lait cru recensés au niveau du ministère de l'Agriculture, mais personne ne s'est montré dis-

ponible. Ils sont tous déjà conventionnés avec certains transformateurs, ce qui veut dire que la production nationale de lait cru n'est pas en mesure de couvrir la demande de tous. S'il n'y a pas suffisamment de lait cru sur le marché national, comment l'Onil veut-il nous soumettre à cette nouvelle politique ? A mon avis, il aurait fallu d'abord recenser les moyens du bord. La laiterie Bettouche est actuellement à l'arrêt et ce, depuis 15 jours.

L'Onil doit à la laiterie Bettouche 1 200 tonnes de poudre payées à l'avance (quotas d'octobre, novembre et décembre), qu'elle n'a pas reçues à ce jour. Nous nous sommes maintes fois rapprochés de l'Office pour avoir des explications, mais ils ont même refusé d'accuser réception de notre courrier. Qu'ils nous disent seulement où se situe le problème, comme ça nous saurons quelle démarche entreprendre.»

Djaoued Brerhi, responsable de la laiterie Monlait :

«Il est difficile pour nous de nous exprimer sur ce nouveau dispositif, car nous sommes à l'arrêt depuis plus d'un mois et nous n'avons reçu aucune convocation ou explication de la part de l'Onil, qui refuse toujours de nous approvisionner en poudre de lait.

Pourtant, l'Office nous doit 830 tonnes payées à l'avance (quotas des mois d'août, septembre et octobre). Depuis quelque temps, les portes nous sont fermées et il y a absence de toute concertation. Pourtant, la laiterie Monlait, qui dispose de la plus grande capacité de production sur le territoire national, s'est engagée officiellement et par écrit à se soumettre aux nouvelles conditions, notamment l'importation de vaches laitières dans le cadre de l'encouragement de la production nationale de lait cru.»

Abdelkader Houiche, responsable de la laiterie Coprolait :

«Nous sommes au courant du nouveau dispositif de l'Onil. Nous avons retiré le nouveau cahier des charges, mais nous n'avons reçu aucune convocation pour le moment. Nous attendons toujours et pendant ce temps, la laiterie Coprolait est à l'arrêt depuis une semaine. Nous savons que la candidature de 112 laiteries privées et publiques a été retenue et 7 autres candidatures ont été rejetées pour différentes raisons, mais nous ne savons toujours pas sur quel camp nous figurons.»

M. M.

ABDELGHANI HAMEL À CONSTANTINE

La presse abusée

Alors que les effets de la gestion médiatique par les responsables de la sûreté de wilaya de Constantine de l'affaire Toufouti Kamel, mort dans un commissariat de police le 16 décembre dernier, sont toujours d'actualité, les journalistes et représentants d'organes de presse accrédités dans cette wilaya viennent de subir une autre offense.

La circonstance qui était, pourtant, toute indiquée pour lénifier les préjugés occasionnés par cette histoire, a presque tourné au cauchemar pour des journalistes qui avaient mieux à faire que d'être abusés par des communicants en mal d'informations à défaut d'être les censeurs des vérités bénignes. Et pour cause, la visite de travail du général major Abdelghani Hamel à Constantine hier, a été vécue par les nombreux journalistes conviés à couvrir l'évènement comme une plaisanterie de mauvais goût, voire même un agissement qui renseigne sur l'irrespect et l'inconsidération que voue une frange de responsables aux gens des médias.

Une invitation dûment estampillée du sceau de la sûreté de wilaya a été adressée dans la journée de lundi aux différents organes de presse, à l'effet de couvrir la visite de prospec-

tion du DGSN à Constantine, programmée hier. Aucun programme de visite n'a été joint à l'invitation, qui se limite à annoncer l'horaire et le lieu du rendez-vous : «Siège du 18^e arrondissement de police à partir de 8 heures». Un siège flambant neuf sis à la cité Fadila Saâdane que devait, justement, inaugurer le général major Abdelghani Hamel. Les journalistes, venus en nombre, durent attendre jusqu'à 10 heures pour assister enfin à la cérémonie d'inauguration effectuée par le wali de Constantine qui était accompagné des autorités locales, sous le regard médusé des journalistes mais également d'une foultitude de cadres de la sûreté de wilaya. Aucune indication n'a été fournie aux présents, les journalistes en premier lieu, sur l'absence de Hamel qui devait arriver de Sétif. Quelques minutes plus tard, le chargé de la communication de la sûreté

de wilaya bat le rappel des troupes à travers quelques coups de fil. Les journalistes qui étaient repartis sans même savoir si la visite du DGSN avait été annulée, sont de nouveau conviés à un point de presse que devait animer le patron de la police algérienne, qui serait finalement arrivé à Constantine. Une rencontre qui devait se tenir dans les minutes qui ont suivi l'appel, mais à l'autre bout de la ville, à savoir le siège de l'USR de Sidi Mabrouk. Une course contre la montre est engagée par les journalistes qui se sont surpassés pour être au rendez-vous... d'une incroyable mésaventure. Le jalonnement des agents de la voie sur plusieurs centaines de mètres à la ronde présupposait que Abdelghani Hamel était réellement présent dans cette caserne qui a ouvert ses portes sans encombres aux représentants de la presse. Inscriptions des noms et organes au bureau d'accueil s'en suivent, avant que d'autres agents invitent «les hôtes» du DGSN à ressortir par une autre porte : «La conférence de presse est annulée». Et là aussi, aucune explication n'est fournie. Humiliant traitement à une époque où l'on pensait que le renouveau avait réellement sonné à la porte de l'institution policière. Traitement qui contraste malheureusement avec la dynamique insufflée par le général major Hamel qui a, à juste titre, évoqué la veille, à partir de Biskra, l'importance de la communication en

s'engageant à renforcer les cellules de communication en ressources humaines et en matériel au niveau de chaque sûreté de wilaya. Biskra, où il a tenu une conférence de presse conviviale avec les correspondants locaux avant de rallier Sétif où il a eu

un débat large et ouvert avec la presse. Hélas, cette disponibilité que l'on assimile à un trait de caractère de l'homme, a détourné le regard des médias dans une ville qui a beaucoup à dire. Pourquoi ?

K. G.

Les apiculteurs signent avec la CNMA

La Caisse nationale de mutualité agricole et la Fédération algérienne des associations d'apiculteurs ont signé hier, au siège de la CNMA, une convention d'assurance sur les multiples risques apicoles. Cette convention, paraphée par Kamel Arba, directeur général de la CNMA, et Mahmoud Lakhel, président de la FAAA, a pour objet de faire agir, ensemble, ces deux acteurs afin de promouvoir la filière apicole et de sauvegarder son cheptel.

La convention, fruit de plusieurs séances de travail, offre aux apiculteurs plusieurs assurances qui visent à garantir leurs revenus. A celles déjà incluses dans la «multipérils apicoles», commercialisée à travers le réseau régional de la CNMA, qui protègent les producteurs de miel contre les risques auxquels ils sont exposés, notamment la mortalité des abeilles, la convention d'assurance signée par les deux parties ajoute deux nouvelles garanties essentielles pour les apiculteurs, et la protection de leur patrimoine, contre le vol des ruches et la perte de miel.

Par ailleurs, cette convention d'assurance vise le renforcement de la coopération entre le secteur de l'assurance et celui de l'apiculture. En effet, la CNMA, assureur mutualiste, s'engage à répondre aux besoins et aux intérêts des apiculteurs en développant, avec la Fédération algérienne des associations d'apiculteurs, une collaboration fructueuse dans le domaine apicole.

DÉCÈS

Les familles Temmim d'Alger, Tipasa, Annaba, Azzaba, sa belle-famille Sfaksi, Amokrane ont l'immense douleur de faire part du décès de **Temmim Nordine** rappelé à Dieu à l'âge de 77 ans. Le décès a eu lieu hier. L'enterrement aura lieu aujourd'hui 5 janvier au cimetière de Béni-Messous. Que Dieu accueille le défunt en Son Vaste Paradis.